



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 février 2010
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Quatrième session

Formation Guinée-Bissau

**Rapport sur la mise en œuvre du Cadre stratégique
pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau**

Additif



Suite donnée aux engagements de la Commission de consolidation de la paix et de la communauté internationale

A. Élection et renforcement des institutions au service de la Commission électorale nationale

Engagements	État	Prochaines étapes
Appuyer les efforts de la Guinée-Bissau visant à renforcer la démocratie notamment par la tenue d'élections législatives et présidentielles pacifiques, crédibles et transparentes	La formation Guinée-Bissau a mobilisé des ressources et l'assistance technique de ses membres. Le Fonds pour la consolidation de la paix a versé 1,3 million de dollars au titre de l'inscription sur les listes électorales et des campagnes d'éducation civique. Le Brésil a versé 430 000 dollars pour les élections législatives et 300 000 dollars pour l'élection présidentielle, dépêché une mission de coopération technique pour le compte de la section du Tribunal supérieur électoral du Brésil consacrée à la justice électorale afin d'aider à organiser le scrutin présidentiel et fait partie de la mission d'observateurs électoraux de la communauté des pays de langue portugaise envoyée pour superviser son déroulement.	Aider la Commission électorale nationale à organiser des élections locales Aider le Gouvernement à adopter la législation nécessaire à la tenue des élections locales
Mobiliser des fonds supplémentaires pour combler le déficit du budget électoral et tenir sans tarder des élections le 16 novembre 2008	Le Burkina Faso a contribué au processus électoral par le biais de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	Soutenir le dialogue de réconciliation nationale proposé par l'Assemblée nationale
Mobiliser et coordonner le soutien financier et technique destiné à aider le Gouvernement à inscrire les électeurs sur les listes, à mener des campagnes d'éducation civique et à former des agents électoraux	La Commission européenne (CE) a contribué au financement des élections législatives et de l'élection présidentielle [50 % du coût total des deux scrutins a été financé par la CE et canalisé par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)]. Deux équipes d'observateurs électoraux ont été déployées dans le cadre de la mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE). La France a versé 100 000 euros pour l'élection présidentielle. L'Allemagne a versé 31 000 euros pour les élections législatives et 88 000 euros pour l'élection présidentielle. Le Japon a versé par l'intermédiaire du PNUD un apport de 300 000 dollars au scrutin présidentiel. Le Mexique doit organiser un stage international de formation électorale à l'intention d'agents bissau-guinéens en collaboration avec le bureau du PNUD sur place. Le Portugal a versé 193 364,62 euros pour les élections législatives et 229 265,17 euros pour l'élection présidentielle. L'Espagne a versé par le biais du PNUD 500 000 euros pour les élections législatives et 200 000 euros pour le scrutin présidentiel. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a versé 100 000 livres sterling pour la tenue de l'élection présidentielle et 25 000 livres sterling pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des médias en matière électorale.	

B. Mesures visant à relancer l'économie et à remettre en état l'infrastructure, en particulier dans le secteur de l'énergie

Engagements	État	Prochaines étapes
Identifier les graves lacunes en matière d'infrastructure qui menacent la stabilité, en particulier du secteur de l'énergie et mobiliser les ressources nécessaires pour les combler	La formation Guinée-Bissau a plaidé auprès de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement la nécessité de renforcer les programmes énergétiques du pays. La CE a conclu un projet de distribution d'énergie et d'eau d'un montant de 26 millions d'euros dont le lancement est prévu en 2010. La France a envisagé de verser une contribution de 10 à 12 millions d'euros (2008-2012) au titre de la mise en œuvre de projets d'infrastructure.	Mobiliser des ressources en vue du réaménagement du port de Bissau Continuer à mobiliser des ressources en vue de la distribution de l'énergie, notamment à l'intérieur du pays, y compris dans les régions de Bafatá, Gabú et Canchungo
S'appuyer sur les stratégies de remise en état de l'infrastructure et de relance de l'économie en tenant compte des facteurs de conflit devant être éliminés pour éviter sa reprise	Le centre de formation professionnelle brésilo-bissau-guinéen a démarré ses activités (4 millions de dollars É.-U.). L'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde ont lancé la deuxième phase de leur projet de développement de l'agriculture et de l'élevage [850 000 dollars É.-U. par le biais du Fonds Afrique du Sud-Brésil-Inde (IBSA)].	Continuer de soutenir les efforts du Gouvernement visant à créer un environnement propice au secteur privé, notamment grâce à l'instauration d'un système de prestation d'une gamme complète de services
Encourager le secteur privé, le Gouvernement et les partenaires de développement à adopter des mesures intersectorielles visant à recueillir des dividendes immédiats de la paix en renforçant l'activité économique du secteur privé	Le Japon a fourni 3,5 millions de dollars d'aide financière et d'aide non liée à des projets, notamment au titre de l'allègement de la dette en guise de contributions au budget. Le Japon a également fourni en 2008 une aide alimentaire d'un montant de 2,5 millions de dollars par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial. L'Italie a investi un montant de 1,7 million de dollars dans un projet de diversification agricole par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et 344 000 euros (jusqu'en 2010) dans le développement de l'agriculture dans les îles de Bijagó.	Continuer à mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre de la deuxième phase des projets, au titre des documents de stratégie pour la réduction de la dette
Exhorter et aider le Gouvernement à poursuivre des mesures de relance économique dans le cadre des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, notamment en augmentant les recettes fiscales, en ajoutant de la valeur aux produits et aux exportations et en offrant des possibilités d'emploi	La Banque mondiale a approuvé une note de stratégie intérimaire définissant ses deux principaux axes d'intervention au cours des 18 prochains mois (le point d'achèvement prévu dans le cadre de l'Initiative PPTE devant être atteint d'ici là) : a) rationaliser la gestion économique et jeter les bases de l'amélioration des secteurs productifs; et b) améliorer l'accès aux services de base, notamment dans les zones rurales. Le renforcement des capacités a été retenu comme thème intersectoriel. La Banque mondiale a lancé un projet d'appui à la gouvernance économique d'un montant de 1,7 million de dollars, pour améliorer le fonctionnement des institutions (gestion budgétaire; contrôle interne du budget; douanes, trésor et administration fiscale; marchés publics). Le projet de réforme de la gouvernance économique financé par l'Agency for International Development au titre de l'appui budgétaire à hauteur de 8 millions de dollars a été approuvé et entièrement décaissé en faveur de la gestion financière publique et du développement du secteur privé. La seconde phase du projet suivra dans le courant du premier trimestre de 2010.	

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
	Le projet de développement des communautés rurales financé par l'Agency for International Development a été élaboré et approuvé. Une étude diagnostique sur l'intégration du commerce a été élaborée et examinée afin de déterminer la manière dont le pays pourrait mieux tirer parti de ses perspectives commerciales internationales, examinées sous l'angle de la politique commerciale, du climat, de l'investissement et des infrastructures ainsi que des cinq secteurs clefs (acajou, riz, mines, pêche et tourisme). Le Fonds monétaire international (FMI) et le Gouvernement bissau-guinéen ont conclu un accord préliminaire portant sur un programme de réformes macroéconomiques et structurelles à long terme pour la période 2010-2012, au titre du mécanisme de crédit élargi du FMI. Ce programme est conçu pour consolider les gains découlant de la récente augmentation des recettes nationales et servir de base au développement durable et à l'atténuation de la pauvreté en mettant l'accent sur l'assainissement des finances publiques, la maîtrise du déficit budgétaire primaire intérieur, la modernisation de l'administration publique et l'amélioration de la qualité des services publics. Il vise également à favoriser la création d'emplois en éliminant les entraves au développement du secteur privé et à améliorer la prestation de services financiers. Le Conseil d'administration du FMI doit en principe l'approuver d'ici à la fin mars 2010. Si ses résultats s'avèrent satisfaisants, le programme permettrait de parvenir au point d'achèvement sur la base de l'Initiative des pays pauvres très endettés en 2010. La réalisation du point d'achèvement a dégagé près de 700 millions de dollars d'arriérés de prêts accumulés au titre de la dette extérieure de la Guinée-Bissau.	

C. Réforme du secteur de la sécurité et de la défense

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
Appuyer la mise en œuvre de la feuille de route de la Guinée-Bissau sur la réforme du secteur de la sécurité comme contenue dans les documents nationaux clefs, tels que le plan de réforme du secteur de la sécurité du Gouvernement, en préconisant la fourniture d'un soutien supplémentaire et diversifié de la part de la communauté internationale	La formation Guinée-Bissau s'est employée à mobiliser des ressources et à faire campagne en faveur du processus de réforme du secteur de la sécurité en organisant deux débats thématiques avec des parties prenantes compétentes par vidéoconférence et en participant à la table ronde de Praia consacrée à la restructuration et à la modernisation du secteur de la défense et de la sécurité en Guinée-Bissau (avril 2009). Le Fonds pour la consolidation de la paix a alloué un montant de 1,9 million de dollars au réaménagement des casernes. Le Brésil s'apprête à lancer une mission de formation militaire technique en janvier 2010. Le Brésil a apporté une contribution de 1,5 million de dollars au Fonds spécial du PNUD. La mission européenne de réforme du secteur de la sécurité a été prolongée de six mois.	Renforcer la coordination entre les différents acteurs engagés dans le processus de réforme du secteur de la sécurité Mobiliser des ressources en vue de la constitution d'une caisse de retraite Aider le Gouvernement à organiser une table ronde de donateurs

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
Encourager les partenaires nationaux et internationaux à soutenir la priorité axée sur la poursuite d'une approche globale de la réforme du secteur de la sécurité, assortie de liens clairement définis sur la réforme du secteur de la justice, la gouvernance démocratique, les questions de redressement économique et la lutte contre le trafic de drogues	Le Royaume-Uni a contribué plus de 100 000 livres sterling au titre de l'assistance technique et du renforcement des capacités de réforme du secteur de la sécurité particulièrement axée sur les structures de coordination interministérielle de la Guinée-Bissau. La CE a versé 7,7 millions d'euros au titre d'un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration axé sur la réforme du secteur de la sécurité et 6,5 millions d'euros pour un programme d'appui à la réforme de l'administration publique : recensement des effectifs de police et des anciens combattants en sus du recensement des effectifs militaires; mise en place d'un programme de réinsertion des jeunes militaires et mise en œuvre d'un programme socioéconomique en faveur des anciens combattants. Projet de déminage de la CE en collaboration avec le Centre pour le développement mondial : 1,4 million d'euros.	Collaborer avec les parties prenantes en vue de la création d'un fonds commun au titre de la réforme du secteur de la sécurité Continuer à aider le Gouvernement à adopter la législation nécessaire en matière de réforme du secteur de la sécurité
Soutenir l'action du Gouvernement et de ses partenaires visant à mener à bien le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des effectifs pléthoriques du secteur de la sécurité et des anciens combattants	La CE a versé une contribution de 14,2 millions d'euros pour la période 2010-2013 au titre de l'ensemble des objectifs de la réforme du secteur de la sécurité (désarmement, démobilisation et réintégration, réforme de la justice et de l'administration publique). Le Japon a lancé un projet de renforcement des capacités des équipes itinérantes de neutralisation des explosifs (49 000 euros). Le montant de l'aide du Portugal au titre de la coopération dans le secteur de la défense s'est élevé à 793 231 euros.	
Aider le Gouvernement, dans le cadre de son plan de réforme du secteur de la sécurité, à rationaliser les effectifs des Forces de sécurité et de défense par rapport aux besoins du pays et à mener à bien un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les délais prévus, tout en le dotant des moyens de moderniser et d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel militaire		

D. Renforcement du secteur judiciaire, consolidation de l'état de droit et lutte contre le trafic de drogues

Engagements	État	Prochaines étapes
Soutenir les efforts du Gouvernement bissau-guinéen, notamment par le biais de la mobilisation de ressources en vue de renforcer le secteur judiciaire, y compris grâce à la fourniture de services juridiques de base dans tout le pays	Le Fonds pour la consolidation de la paix a financé la réfection des prisons de Bafatá et de Mansôa (900 000 dollars É.-U.). Le Canada a appuyé plusieurs projets communautaires des organisations de la société civile locales et provinciales axés sur les femmes et les enfants et assuré la promotion de la défense des droits de l'homme et l'appui de l'œuvre de consolidation de la paix dans diverses régions du pays (coût total du projet au cours de la période : environ 1,6 million de dollars É.-U.). Programme d'appui aux organes de souveraineté et de l'état de droit (PAOSED) en cours de la CE (6 millions d'euros) visant à : former des magistrats; adopter des réformes juridiques en vue de la modernisation du système de justice; remettre en état les infrastructures judiciaires; rétablir les tribunaux régionaux de Gabú et Bafatá, le greffe de Bafatá et le siège du Ministère de la justice; et aider l'Assemblée nationale (formation, base de données législatives, etc.).	Appuyer les activités de la Commission nationale d'enquête sur les assassinats politiques Mobiliser des ressources en vue de la construction d'une prison de haute sécurité à Bissau
Aider le Gouvernement et la société civile à surmonter les difficultés que pose la consolidation de la démocratie et de l'état de droit, en particulier la lutte contre l'impunité et la corruption	La France a prévu d'allouer 4 millions d'euros à la bonne gouvernance et à l'état de droit (2008-2012). La France a versé 15 000 euros au titre de l'assistance aux juges et aux agents de police. Le Portugal a versé une contribution de 244 000 euros pour renforcer les moyens de formation dans le domaine de la justice. Le Portugal a versé 744 000 euros pour former des agents de police dans le cadre de la mission européenne de réforme du secteur de la sécurité. Le Portugal est venu en aide à la faculté de droit de la Guinée-Bissau avec des contributions s'élevant à 1 059 141 euros. Le Portugal a versé une contribution de 5 435 euros pour la réforme du système pénitentiaire. Le Portugal a financé l'émission-débat <i>Voz di Pax</i> (la voix de la paix) sur les causes profondes du conflit. Le Portugal a apporté une assistance technique d'un montant de 13 726 euros au Service de police bissau-guinéen. Le Portugal a aidé à renforcer les capacités des services de police chargés de l'ordre public grâce à une contribution d'un montant de 721 915 euros. Le Portugal a prêté un concours technique et financier d'un montant de 84 060 euros en vue de l'application en Guinée-Bissau des orientations et des principes généraux établis par l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit aux affaires. Le Portugal a apporté une assistance technique aux services nationaux d'état civil (128 516 euros).	Aider le Gouvernement à lutter contre la corruption, notamment en mobilisant des ressources destinées à financer des campagnes de sensibilisation Continuer à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre par le Gouvernement de son plan opérationnel antidrogue et préconiser des initiatives régionales

Engagements	État	Prochaines étapes
Déterminer les déficits de financement et mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une feuille de route bissau-guinéenne en matière de lutte contre le trafic de drogues, telle que contenue dans le Plan opérationnel national de lutte contre les stupéfiants couvrant la période 2007-2010 Promouvoir des approches régionales en matière de lutte contre le trafic de drogues, notamment en mobilisant une aide internationale en faveur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de programmes régionaux de la CEDEAO Appuyer les mesures de renforcement des capacités adoptées dans les secteurs de l'application des lois et de la justice pénale, notamment en vue de consolider les cadres juridiques de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée, ainsi que la criminalité en général	La formation Guinée-Bissau a préconisé un renforcement de la lutte internationale contre le trafic de drogues. Une réunion d'information de haut niveau a été organisée conjointement avec la formation Sierra Leone, et les deux formations se sont jointes au lancement de l'initiative de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Département des opérations de maintien de la paix, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Département des affaires politiques. Instauration du partenariat entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (Département des affaires politiques) et INTERPOL pour favoriser la mise en œuvre du Plan d'action régional de la CEDEAO pour 2008-2011 sur le trafic de drogues et la criminalité organisée La CE a versé par le biais de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime un montant de 2 millions d'euros pour la fourniture de matériel à la police judiciaire et à la tenue de stages de formation à son intention. La France a versé 58 000 euros pour la formation de la police et la lutte contre le trafic de drogues En 2008, l'Allemagne a alloué 227 000 euros au programme de l'UNODC visant à combattre et prévenir le trafic de drogue en direction et en provenance de Guinée-Bissau et à promouvoir l'état de droit et l'administration efficace de la justice (2007-2010); et 130 000 euros pour la conférence tenue à Praia en 2008 sur la menace que le trafic de stupéfiant fait peser sur l'Afrique. En 2009, l'Allemagne a versé 445 000 euros au programme de l'UNODC contre la criminalité transnationale dans la région du fleuve Mano et 105 000 euros au titre du projet de l'UNODC en Afrique de l'Ouest. L'Italie a apporté une contribution financière à la lutte contre le trafic de drogues à l'occasion de la conférence tenue à Praia en 2008. Le Mexique a élaboré un programme visant à fournir des informations et une formation technique à des experts bissau-guinéens dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée dans le courant du premier trimestre de 2010. Les Pays-Bas ont soutenu des initiatives de l'UNODC en Guinée-Bissau. Le Portugal a apporté un concours technique à la police judiciaire de la Guinée-Bissau dans le cadre de la mise en œuvre du Plan opérationnel national de lutte contre les stupéfiants (2007-2010) (6 753 euros). Le Portugal a fourni une aide en nature et financière (571 137 euros) en vue de l'établissement au sein de la police judiciaire d'une unité spécialisée chargée de lutter contre le trafic de drogues. Le Portugal a versé 243 996 euros par le biais de l'UNODC pour le renforcement de la capacité judiciaire de la Guinée-Bissau en matière de poursuites contre les auteurs d'infractions liées au trafic de drogues. Le Portugal a financé une campagne d'information et de communication en faveur de la lutte contre le trafic de drogues (30 000 euros). Le Portugal a aidé à renforcer le contrôle aux frontières grâce à une mobilité plus grande, une meilleure communication et une collecte de données accrue (63 179 euros).	

E. Réforme et modernisation de l'administration publique

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
Encourager et aider le Gouvernement à réformer l'administration publique dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté, notamment en rationalisant les effectifs de la fonction publique, en améliorant la gestion des ressources humaines et en réorganisant la structure administrative de l'État et ses mécanismes de responsabilité	Le Brésil contribue dans le cadre de la coopération technique à la restructuration du centre de formation administrative de Guinée-Bissau. Programme d'appui à la réforme de l'administration publique de la CE (6,5 millions d'euros) La contribution de la CE à l'appui du budget de 2009 s'élève à 30 millions d'euros (paiement des soldes des militaires et appui à la gestion des finances publiques). La France a assuré une formation en matière de gouvernance financière (37 000 euros) et de compétence linguistique (33 000 euros). La coopération de l'Espagne avec le Ministère de l'intérieur s'est élevée à 255 000 euros en 2009. La Banque mondiale a tenu un premier atelier de concertation sur le renforcement des capacités en octobre 2009, qui sera suivi d'ici à la mi-2010 d'un plan d'action du même nom et qui tiendra également compte de la nécessité d'établir une coordination étroite entre les activités de renforcement des capacités des autres donateurs.	S'assurer la participation des partenaires à la mise en œuvre du programme national de réforme de l'administration publique Mobiliser des ressources en vue de la création d'une école nationale d'administration publique
Mobiliser des ressources en vue de formuler des stratégies intégrées en matière de réforme de l'administration publique		

F. Questions sociales cruciales pour la consolidation de la paix

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
Comblar les graves lacunes observées dans la prestation de services sociaux de base qui constituent une menace immédiate à la stabilité et mobiliser les ressources nécessaires	Le Fonds pour la consolidation de la paix a versé 1,5 million de dollars pour un programme de création d'emplois pour les jeunes. Le Brésil a lancé des projets de coopération technique dans les domaines du dépistage et de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. La CE a versé 8,4 millions d'euros pour l'atténuation des effets de la crise alimentaire. Le programme V-Flex (8 millions d'euros) se poursuit.	Continuer d'aider le Gouvernement à s'attaquer aux problèmes qui se posent dans les secteurs sociaux et qui constituent un danger imminent pour le processus de consolidation de la paix dans le pays
Soutenir les efforts que déploie le Gouvernement pour créer des possibilités d'emploi pour les jeunes et pour leur donner les moyens de s'assumer, notamment en renforçant les capacités de l'Institut national de la jeunesse	Les programmes de coopération de la France se sont élevés à 1 million d'euros (2008-2012). Le Japon a contribué au financement d'un projet d'accès à l'éducation de base à Bafatá (57 282 euros); d'un projet d'amélioration de l'environnement de l'île de Pecixe (31 825 euros); d'un projet de renforcement des capacités des enseignants par le biais de l'UNESCO (51 234 dollars) et de remise en état de centres de formation professionnelle par le biais du PNUD (300 000 dollars). L'Italie a versé 1,2 million de dollars pour des programmes d'éducation par l'intermédiaire de l'UNESCO et 390 000 euros pour les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.	

<i>Engagements</i>	<i>État</i>	<i>Prochaines étapes</i>
	Le Mexique a invité des responsables bissau-guinéens à effectuer une visite dans le pays pour se rendre compte du déroulement du programme « Oportunidades » et suivre une formation dans le domaine de la mise en œuvre d'un programme de développement social. La Banque mondiale a lancé un projet d'appui au secteur de la santé (2 millions de dollars) en vue de l'exécution de la deuxième phase du plan national de développement de la santé grâce à l'amélioration de la prestation de services dans trois régions pilotes, à l'amélioration de la qualité et de la gestion des ressources humaines du secteur de la santé, au renforcement du système d'information sanitaire et à la consolidation des moyens de gestion financière du Ministère de la santé publique. Le projet de développement rural participatif de la Banque mondiale (5 millions de dollars) est venu compléter le projet de développement des communautés rurales financé par l'Agency for International Development des États-Unis (5 millions de dollars). Les deux projets faciliteront l'accès à des infrastructures et à des services sociaux et économiques de base dans au moins quatre des régions les plus démunies de la Guinée- Bissau (Bafatá, Oio, Cacheu et Biombo) grâce au renforcement des capacités du Fonds de développement et d'investissement local en vue du financement de microprojets destinés à contribuer aux plans de développement local des communautés bénéficiaires. La Banque mondiale a élaboré un projet de financement au titre de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous émanant de plusieurs donateurs et qui est censé aider à améliorer profondément le secteur de l'éducation.	